
Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité

Cote du document: EB 2025/144/R.13

Point de l'ordre du jour: 5 b)

Date: 23 avril 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Documents de référence: Stratégie et plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025 ([EB 2018/125/R.12](#)), [Stratégie 2022-2025 du FIDA sur la biodiversité](#)

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité.

Questions techniques:

Pieterneel Boogaard

Directrice générale
Bureau de l'exécution technique
courriel: p.boogaard@ifad.org

Juan Carlos Mendoza

Directeur
Division environnement, climat, genre et inclusion sociale
courriel: juancarlos.mendoza@ifad.org

Jahan-Zeb Chowdhury

Spécialiste technique supérieur
Division environnement, climat, genre et inclusion sociale
courriel: j.chowdhury@ifad.org

Table des matières

Résumé	ii
I. Introduction	1
A. Contexte	1
B. Évolution du contexte politique mondial	4
II. Alignement stratégique et théorie du changement	4
A. Adéquation avec la stratégie institutionnelle du FIDA et ses objectifs institutionnels	4
B. Principes fondamentaux sous-tendant la stratégie	4
C. Théorie du changement	5
III. Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité	6
A. Résultats des stratégies précédentes	6
B. Enseignements à retenir	6
C. Objectif stratégique	7
D. Objectifs de la stratégie et domaines d'action	7
IV. Considérations opérationnelles	14

Annexes

I. Processus de consultation	
II. Théorie du changement	
III. Enseignements à retenir	
IV. Principales constatations de l'analyse comparative et de l'examen des meilleures pratiques	
V. Évaluation des risques et mesures d'atténuation	
VI. Évaluation des approches intégrées par rapport aux approches indépendantes en matière de résilience climatique, d'appauvrissement de la biodiversité et de dégradation de l'environnement	
VII. Proposition d'un indicateur d'impact écologique de haut niveau	
VIII. Pertinence pour les activités du FIDA de la résilience face aux changements climatiques, à la dégradation de l'environnement et à l'appauvrissement de la biodiversité	
IX. Plan d'action pour 2025-2027	

Résumé

1. La Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité définit dans les grandes lignes la riposte du FIDA à l'enchevêtrement de menaces qui pèsent sur les petits producteurs – impacts climatiques, dégradation de l'environnement et perte de biodiversité – et qui remettent en cause les moyens d'existence et la sécurité alimentaire en milieu rural.
2. Les phénomènes météorologiques extrêmes, le bouleversement des saisons, les températures en dents de scie et la fréquence accélérée des sécheresses et des inondations bouleversent le cycle des récoltes, nuisent aux rendements, augmentent les coûts de production et affaiblissent ainsi les économies rurales. L'érosion des sols, le manque d'eau et la pollution appauvrissent des terres et des ressources hydriques indispensables, ce qui compromet les perspectives à long terme. Le dépérissement des pollinisateurs, des micro-organismes dans le sol et des espèces utiles est délétère du point de vue phytosanitaire et érode la productivité et les moyens d'existence.
3. La présente stratégie vise à abattre les obstacles à la croissance rurale et insiste sur le coût croissant des difficultés touchant au climat, à l'environnement ou à la biodiversité, les ruraux étant envisagés comme le cœur de la solution. Elle a pour socle la défense d'une participation inclusive, gage de pratiques durables conçues en fonction de la demande des pays par et pour celles et ceux que la pauvreté rurale affecte au premier chef. Elle met l'accent sur l'avancement économique des femmes, entendu comme élément moteur d'économies plus résilientes et équitables.
4. La démarche retenue est fondée sur les interactions, autrement dit sur l'idée que les difficultés climatiques, environnementales ou biologiques sont indissociables des enjeux économiques et qu'il faut donc des solutions intégrées tirant parti des synergies pour maximiser l'impact. Il est donc essentiel de combiner adaptation et atténuation climatiques et d'aborder comme un tout les objectifs touchant à l'environnement et à la biodiversité, d'une part, et le développement agricole de l'autre. L'écart de financement conditionne toute montée en puissance des initiatives en ce sens, d'où la nécessité de politiques porteuses, de mécanismes financiers novateurs, d'investissements coordonnés et d'efforts de renforcement des capacités propices à une transformation des systèmes alimentaires. Étant donné le besoin croissant de résilience dans les économies rurales, la stratégie propose un soutien ciblé aux petits producteurs sur le terrain, qu'il s'agit de doter des ressources et des capacités voulues pour l'adaptation face aux enjeux touchant au climat, à l'environnement et à la biodiversité.
5. Par l'investissement dans l'adaptation et l'atténuation climatiques, la promotion d'investissements à faibles émissions et climatiquement résilients, la mobilisation de financements climatiques et la restauration et la protection de l'environnement et de la biodiversité, le FIDA entend renforcer la résilience et encourager l'adoption de pratiques agricoles durables pour bâtir un avenir de résilience. La concrétisation de cette vision stratégique passera par les objectifs suivants:
 - a) **objectif 1:** encourager l'adoption et la montée en puissance de pratiques utiles à la résilience climatique, à la gestion de l'environnement et à la biodiversité;
 - b) **objectif 2:** favoriser les investissements propices à la résilience climatique, à la gestion de l'environnement et à la protection de la biodiversité;
 - c) **objectif 3:** consolider la contribution à l'élaboration des politiques, la gestion des connaissances, le renforcement des capacités et l'innovation pour favoriser la résilience en milieu rural.

6. Le FIDA continuera d'axer ses efforts sur la cible qu'il s'est engagé à atteindre en matière de financement de l'action climatique au titre de la Treizième reconstitution de ses ressources (FIDA13), à savoir l'allocation de 45% au moins de son programme de prêts et dons à cet enjeu. Cette ambition va de pair avec une insistance soutenue sur l'amélioration des capacités d'adaptation de ses groupes cibles, l'objectif étant que les communautés rurales soient mieux placées pour réagir aux chocs climatiques de plus en plus intenses.
7. La stratégie s'inscrit dans le prolongement du Cadre stratégique du FIDA 2025-2031 et du Rapport sur FIDA13 et présente une démarche cohérente s'agissant d'abattre les obstacles à la résilience climatique, à la gestion de l'environnement et à la lutte contre la perte de la biodiversité. Elle réaffirme l'attachement du FIDA à une transformation rurale durable et inclusive, où les communautés rurales et les petits producteurs pourront trouver les moyens de s'adapter et de prospérer dans un monde en pleine évolution.

Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité

I. Introduction

A. Contexte

1. **Le mandat du FIDA a pour pierre angulaire une transformation des économies rurales tendant à éliminer la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire.** L'objectif central est de renforcer à long terme la résilience économique des petits exploitants et de leur donner les moyens de saisir les occasions nées d'une demande croissante de produits agricoles et alimentaires diversifiés et de valeur. Ces exploitants sont toutefois parmi les plus vulnérables aux chocs climatiques et environnementaux, et sont exposés à la dégradation des terres, à la déforestation, à la perte de biodiversité, aux pénuries d'eau et aux phénomènes météorologiques extrêmes¹. Ces phénomènes diminuent les rendements, restreignent le choix des moyens d'existence et plus généralement pèsent sur les économies rurales. Au long de son histoire, le FIDA a toujours réagi à ces défis en élargissant ses financements pour annuler les pertes de productivité. La présente stratégie, qui s'inscrit dans le même mouvement, cherche à fixer dans les opérations du FIDA des approches ciblées à même d'aider les communautés et économies rurales à s'adapter et à prospérer dans un contexte de menaces persistantes.
2. **À cette fin, la stratégie suit une approche fondée sur les interactions, et prend acte du caractère indissociable des enjeux ayant trait au climat, à l'environnement et à la biodiversité.** Il est entendu que les démarches consistant à affronter les menaces suivant cette triple logique sont des instruments indispensables pour réduire la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire, comme le veut le mandat du FIDA. L'idée maîtresse est d'utiliser les synergies et les retombées positives entre les interventions relevant de l'un ou l'autre de ces domaines pour rendre les communautés rurales résilientes au climat et leur mettre solidement le pied à l'étrier du développement par des pratiques améliorées de gestion de l'environnement et de défense de la biodiversité².
3. **Ces approches sont essentielles pour combattre la dégradation des terres, les pénuries d'eau, la variation et l'intensité croissantes des situations météorologiques, et le déclin des rendements agricoles, facteurs qui remettent tous en cause la stabilité économique des systèmes ruraux puisqu'ils font baisser les revenus, détruisent les emplois et nuisent à la sécurité alimentaire.** La dégradation de l'environnement a des implications

¹ Dans le contexte de la petite agriculture, on entend par phénomène météorologique extrême un écart significatif par rapport aux régimes météorologiques de saison, venant perturber gravement les pratiques agricoles. Il peut s'agir par exemple de: i) pluies intenses, qui amènent à des inondations, à une érosion des sols ou à des dégâts dans les cultures; ii) sécheresses prolongées, qui amènent à des pénuries d'eau, à de mauvaises récoltes ou à un stress des animaux d'élevage; iii) gels ou canicules démesurés, qui endommagent les cultures durant des phases de pousse vulnérables; iv) vents et tempêtes violents, qui détruisent la récolte, endommagent les infrastructures et déplacent la couche arable du sol.

² Dans le contexte de la présente stratégie: i) on entend par **pratiques de gestion de l'environnement** l'administration responsable des ressources naturelles essentielles aux moyens d'existence ruraux, à commencer par le sol, l'eau et l'air. Cela comprend les pratiques propres à préserver, voire améliorer, la qualité et l'état de ces ressources, gage pour les petits producteurs de productivité accrue, de réduction du coût des intrants et de résilience consolidée face aux chocs environnementaux; ii) les **pratiques utiles à la biodiversité** sont celles qui tendent à conserver, restaurer ou exploiter responsablement la biodiversité, notamment les ressources génétiques, espèces et écosystèmes dans toute leur richesse et leur diversité. Ces pratiques sont privilégiées lorsqu'elles sont source de débouchés économiques, de sécurité alimentaire ou de nutrition améliorée, ou encore de résilience aux stress environnementaux chez les communautés rurales.

économiques profondes. Par exemple, d'après les chiffres de la Banque mondiale³, un effondrement des services écosystémiques fournis par la nature (pollinisation sauvage, production alimentaire issue de la pêche en mer et bois tiré des forêts autochtones) retrancherait 2 700 milliards d'USD par an au produit intérieur brut mondial d'ici à 2030. L'être humain, d'après les conclusions du rapport Dasgupta⁴ sur l'économie de la biodiversité, prétend de la nature plus que celle-ci ne peut lui offrir, ce qui met la biodiversité sous haute tension et fait peser sur les générations futures un grave risque d'effondrement des écosystèmes, sans compter l'instabilité économique et sociale.

4. **Les problèmes ici décrits – de même que leurs solutions – sont indissociables les uns des autres; il faut donc une approche globale propre à soutenir la productivité, à renforcer les filières et à stabiliser les moyens d'existence ruraux.** Les décennies de progrès obtenus par le FIDA en sont témoins, la relève environnementale n'a rien d'inconcevable, mais il ne sera pas possible de produire un impact à l'échelle voulue sans évolution des politiques, réformes institutionnelles et innovation financière. La généralisation des solutions propices à la résilience, l'inscription de la durabilité dans les stratégies nationales, et la mobilisation des financements publics et privés sont autant d'éléments indispensables à la transformation systémique. Il est insuffisant de raisonner projet par projet pour produire la résilience à long terme, la stabilité économique et la durabilité mondiale. La présente stratégie insiste sur l'impératif d'aborder comme un tout les questions du climat, de l'environnement et de la biodiversité. Tout ce qui pèse sur les exploitations agricoles – comme la dégradation des ressources ou les phénomènes météorologiques extrêmes – affecte du même coup les moyens d'existence ruraux, et les solutions ne sauraient donc être que structurelles et intégrées. On trouvera à l'annexe VI plus de détails sur les avantages des approches intégrées.
5. **Il est scientifiquement établi que toute transformation systémique doit reposer sur des efforts cohérents de planification et d'élaboration des politiques et sur une meilleure coordination des cadres nationaux⁵.** L'intégration dans les mécanismes nationaux de planification d'approches globales, qui misent sur les retombées positives d'une intervention à l'autre, est essentielle pour maximiser la résilience. L'action du FIDA, qui incite à intervenir à l'échelon de l'État entier, tend à renforcer la coordination entre les ministères de l'agriculture, des finances et de l'environnement et à améliorer ainsi la cohérence des textes réglementaires ainsi que la capacité d'adaptation des petits systèmes productifs.
6. **La transformation rurale, pourtant urgente, est entravée par la lenteur des financements et par les contraintes de capacités institutionnelles.** Le FIDA estime que les petits exploitants ont besoin chaque année de 75 milliards d'USD à titre de financement climatique pour s'adapter à ces chocs et améliorer leurs moyens d'existence sur le long terme⁶. Or les angles morts de la réglementation, les obstacles à l'accès aux marchés et les coûts de transaction élevés restreignent l'accès aux ressources critiques, ce qui rend difficile d'atteindre une transformation durable. Il faut intervenir de manière urgente et coordonnée pour faire monter en puissance les investissements, améliorer l'accessibilité financière et renforcer la résilience rurale.
7. **L'application de la présente stratégie suivra les contours de la Politique 2023 du FIDA relative au ciblage de la pauvreté⁷, et insistera donc sur les ruraux les plus vulnérables: les petits producteurs, les peuples autochtones, les femmes, les jeunes et autres groupes marginalisés.** Elle

³ Banque mondiale. 2021. [Protecting nature could avert global economic losses of US\\$2.7 trillion per year.](#)

⁴ Dasgupta, Partha. 2021. [The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review.](#)

⁵ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. 2023. [Climate Change 2023: Synthesis Report.](#)

⁶ FIDA. 2024. [75 milliards de dollars de déficit en financements climatiques. Un chiffre imparfait mais important pour les petits producteurs.](#)

⁷ FIDA. 2023. [Politique du FIDA relative au ciblage de la pauvreté 2023.](#)

suit une approche axée sur l'être humain, privilégiant des interventions conçues sur mesure pour répondre aux besoins des communautés rurales dans toute leur diversité et promouvoir leur participation active à des transformations rurales durables. La stratégie va dans le sens de l'accent généralement mis au FIDA sur l'avancement des groupes pauvres ou exclus, et devrait donc être utile à l'engagement général du Fonds à renforcer la résilience climatique, la capacité d'adaptation et la sécurité alimentaire tout en promouvant un développement rural inclusif et durable. Un élément fort d'avancement économique des femmes sera inscrit dans toutes les opérations, en insistant particulièrement sur l'accès des femmes aux ressources financières et à l'égalité et sur le rendement économique des exploitations.

8. **La présente stratégie fait de la résilience rurale un concept polyvalent intéressant à la fois les risques climatiques, la dégradation de l'environnement, la perte de biodiversité et les vulnérabilités socioéconomiques le long des filières agricoles.** Prenant acte des difficultés auxquelles se heurtent les petits producteurs – phénomènes météorologiques extrêmes, perturbations du marché, etc. –, la stratégie tâche de concilier les solutions axées sur la production et sur la commercialisation pour améliorer la résilience le long des filières, depuis les intrants jusqu'à la mise en marché. En s'attaquant aux risques de manière globale, elle aide les exploitants à soutenir leurs rendements, à améliorer leur productivité, à accéder aux marchés à des conditions équitables et à diminuer leurs pertes.
9. **D'un point de vue économique, il est plus que rentable d'appuyer les investissements dans la nature, dans la gestion environnementale et dans la restauration des écosystèmes.** D'après certaines estimations, chaque dollar investi dans la restauration des écosystèmes peut produire entre 7 et 30 dollars de bénéfices économiques du fait de l'amélioration des services écosystémiques, des gains de productivité agricole et de la réduction des risques de catastrophe⁸. Les études scientifiques chiffrent en outre le coût mondial de la dégradation des terres à plus de 6 300 milliards d'USD par an, soit 8,3% environ de l'économie mondiale⁹. Si elle n'est pas enrayée, la perte de biodiversité pourrait par ailleurs infliger à l'économie mondiale des revers importants. Le Forum économique mondial estime qu'environ la moitié de la production économique mondiale, soit 44 000 milliards d'USD, repose sur la nature¹⁰. L'application de pratiques durables de gestion des terres peut atténuer ces risques en restaurant la santé des sols, ce qui profiterait à la biodiversité et renforcerait les services écosystémiques.
10. **La présente stratégie a été élaborée en fonction des retours des États membres du FIDA, d'évaluations, de consultations publiques et d'analyses comparatives des banques multilatérales de développement** (voir annexes I et IV). Elle s'appuie sur les succès obtenus par le FIDA dans l'intégration de solutions locales à des efforts de transformation rurale d'ordre supérieur, méthode qui garantit l'efficacité et la reproductibilité à plus grande échelle des investissements.
11. **En intégrant des approches globales dans les opérations, les plans au niveau des pays et les partenariats public-privé-producteurs, le FIDA cherche à débloquer plus d'investissements, à autonomiser les**

⁸ Voir note 3.

⁹ Sutton, Paul C., *et al.* 2016. The ecological economics of land degradation: Impacts on ecosystem service values. *Ecological Economics*, vol. 129, p. 182-192.

¹⁰ Forum économique mondial. 2020. [Nature Risk Rising: Why the Crisis Engulfing Nature Matters for Business and the Economy](#).

communautés rurales et à renforcer la résilience au niveau des exploitations et au plan économique. Cette démarche place le FIDA aux avant-postes mondiaux de la résilience climatique¹¹, de la gestion de l'environnement et des pratiques favorables à la biodiversité au service de la transformation rurale durable.

B. Évolution du contexte politique mondial

12. **Le programme de développement mondial reconnaît l'importance du renforcement de la résilience, des interventions sur les enjeux visés ci-dessus, et de la transformation des économies rurales.** Les cadres internationaux tels que les objectifs de développement durable mettent en évidence le lien entre les moyens d'existence ruraux, la productivité des terres et la croissance économique.
13. **Les pouvoirs publics intègrent des politiques axées sur la résilience climatique dans la planification nationale afin de faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la dégradation des terres et aux pénuries de nourriture, mais les investissements nécessaires dépassent largement les capacités des finances publiques.** Dans un contexte de contraction des aides et de pressions budgétaires croissantes, il est nécessaire d'utiliser les ressources de manière plus efficace et d'obtenir un impact économique plus important. Les banques multilatérales de développement, les banques commerciales et les investisseurs privés s'alignent sur les cadres mondiaux de durabilité pour accroître l'investissement dans les économies rurales, et il reste essentiel de mobiliser des capitaux privés pour contrer la triple menace. En l'absence de financements novateurs, d'un renforcement de la responsabilité et d'une amélioration de la coopération internationale, les communautés vulnérables verront leur sécurité alimentaire se détériorer, leurs ressources s'amoinrir et leurs économies rurales décliner.

II. Alignement stratégique et théorie du changement

A. Adéquation avec la stratégie institutionnelle du FIDA et ses objectifs institutionnels

14. La présente stratégie est conforme aux objectifs stratégiques du Cadre stratégique 2025-2031:
 - **objectif stratégique n° 1:** élargir les débouchés économiques dans les zones rurales;
 - **objectif stratégique n° 2:** améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ruraux pauvres;
 - **objectif stratégique n° 3:** renforcer la gestion des ressources naturelles et la résilience des communautés rurales.

B. Principes fondamentaux sous-tendant la stratégie

15. À des fins de cohérence avec le mandat du FIDA, les domaines d'action reposent sur les principes suivants:

¹¹ Dans le contexte de la présente stratégie, on entend par **résilience climatique** la capacité des communautés rurales et des systèmes agricoles à résister et à s'adapter aux stress et chocs liés aux précipitations, à la température et au vent, à les atténuer et à s'en relever. Le concept concerne aussi les mesures d'atténuation susceptibles de prévenir ces chocs, les mesures d'adaptation qui en adoucissent les effets sur les petites filières agricoles, et les mesures de réduction des risques qui, pour autant qu'elles soient adaptées au contexte, sont susceptibles de favoriser la relance.

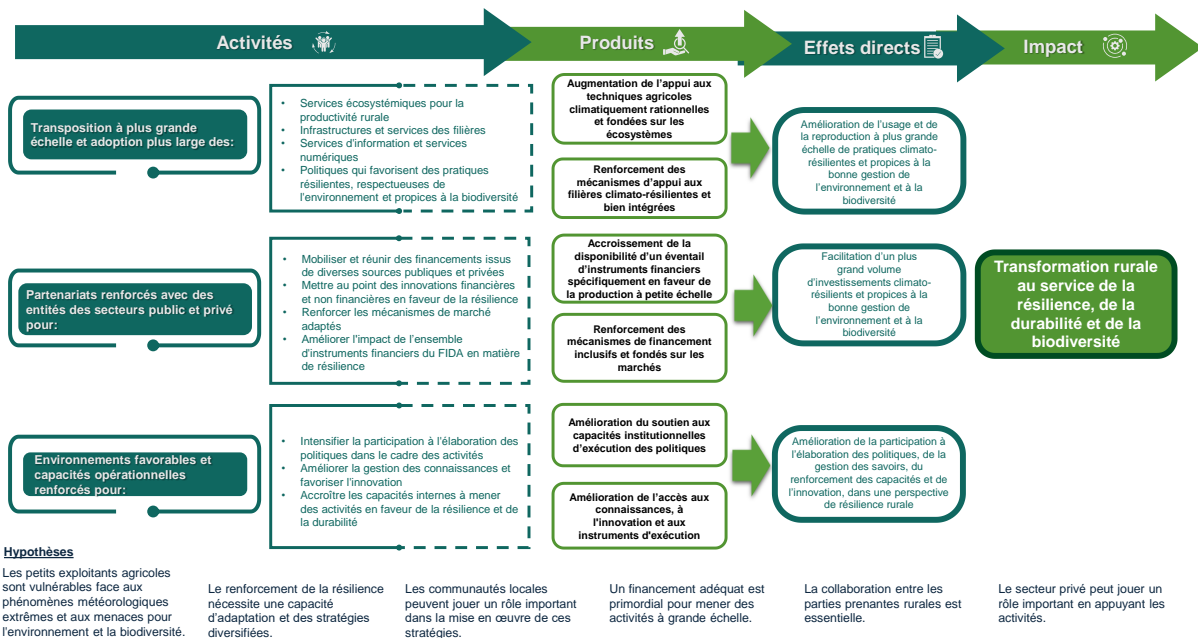
- a) **Approches à avantages multiples** – privilégier les interventions à l’interface entre les différents enjeux¹², qui améliorent les moyens d’existence ruraux en sécurisant les régimes fonciers, en favorisant la productivité et la nutrition, et en renforçant la résilience climatique et la durabilité des ressources naturelles et des économies rurales.
- b) **Innovation axée sur les marchés** – promouvoir l’élaboration et l’utilisation de mécanismes de marché tels que les marchés du carbone, les modèles de conservation fondés sur des incitations et les crédits de biodiversité. La stratégie mobilisera en outre des financements climatiques mixtes, des partenariats public-privé-producteurs et des financements axés sur les résultats pour inciter à adopter des pratiques durables et attirer davantage d’investissements dans les économies rurales.
- c) **Action simultanée contre les grandes menaces et les principaux risques** – lutter contre la dégradation des ressources, la pollution, la perte d’habitats et les aléas naturels, y compris les chocs d’ordre physique ou économique, en vue d’accroître les approches de développement rural durable et de réduire les effets préjudiciables des risques de catastrophe, de la fragilité et des conflits.
- d) **Contribution à la stabilité macroéconomique** – concevoir des interventions qui réduisent le plus possible les tensions inflationnistes et stabilisent les marchés en renforçant la production locale, en limitant les perturbations des chaînes d’approvisionnement et en améliorant l’accès à des ressources abordables et résilientes du point de vue climatique.
- e) **Promotion des partenariats et de la collaboration** – favoriser des partenariats multipartites, notamment des collaborations public-privé, pour mobiliser des ressources, partager des savoir-faire et transposer à plus grande échelle les solutions à fort impact.
- f) **Retour à l’essentiel sans renoncer à l’impact** – mettre l’accent sur des solutions pratiques et d’un bon rapport coût/efficacité, qui reposent sur une analyse économique solide, réduisent les coûts de transaction et facilitent la mise en œuvre.

C. Théorie du changement

16. La théorie du changement fait le lien entre les investissements ciblés et la résilience et la durabilité à long terme en milieu rural. Les principaux produits – gains de productivité climatiquement résilients et axés sur les écosystèmes, renforcement des filières, accroissement des flux financiers et amélioration des politiques – résultent directement des activités du FIDA et sont les moteurs des objectifs de la stratégie. Par ses effets directs mesurables, elle propose une trajectoire claire des activités à la transformation systémique, qui favorise des économies rurales résilientes, durables et axées sur la biodiversité.

Figure 1
Théorie du changement

¹² Les interventions à l’interface entre les différents enjeux se rapportent à des approches intégrées qui s’attaquent simultanément aux problèmes interdépendants dans différents secteurs (climat, environnement et agriculture, par exemple). Ces interventions visent à produire des retombées positives en harmonisant les actions en matière de développement rural, de sécurité alimentaire, de fourniture d’énergie et de gestion des ressources naturelles pour offrir des résultats en matière de durabilité et de résilience aux communautés.



III. Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité

A. Résultats des stratégies précédentes

17. **Le FIDA a considérablement renforcé les économies rurales en s'attelant aux principaux risques, tels que les sécheresses, les inondations, la baisse des rendements, la dégradation des terres et la déforestation.** Au cours des cinq dernières années, 49% des investissements du FIDA ont appuyé des activités qui améliorent la productivité, renforcent la résilience climatique et stabilisent les moyens d'existence ruraux. Les financements accordés ont dépassé d'environ 300 millions d'USD les montants initialement prévus, ce qui dénote la demande croissante d'investissements ciblés qui renforcent la résilience au niveau des pays¹³. Le FIDA a augmenté les investissements dans la restauration des terres, la fertilité des sols et l'agriculture durable pour renforcer la productivité agricole à long terme et réduire les risques de perturbation de l'approvisionnement alimentaire et de baisse de la production. Cependant, les petits exploitants agricoles se heurtent encore à des obstacles financiers considérables qui limitent leur capacité à adopter des stratégies de réduction des risques.
18. **Pour renforcer l'impact, le FIDA a élargi les partenariats avec les pouvoirs publics, les banques de développement et le secteur privé, en mobilisant un soutien financier et technique pour les petits exploitants agricoles.** Grâce à des initiatives telles que le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, le FIDA a mobilisé plus de 400 millions d'USD depuis 2012 au profit des communautés rurales dans plus de 40 pays¹⁴. Le FIDA a en outre resserré ses liens avec les fonds multilatéraux tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds pour l'adaptation, et a ainsi levé 493,5 millions d'USD en ressources entre 2019 et 2022¹⁵.

B. Enseignements à retenir

19. **Les principales évaluations soulignent qu'il importe d'intégrer la planification de la résilience climatique de manière précoce dans la conception des projets et de veiller à l'équilibre entre réduction immédiate des risques et impact à long terme.** De nombreuses évaluations menées par le

¹³ FIDA. 2023. [Rapport 2023 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales.](#)

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) mettent en évidence les avantages en matière de renforcement de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence ruraux procurés par les investissements dans les cultures résistantes à la sécheresse, les systèmes d'alerte précoce, la remise en état des sols et la gestion durable de l'eau¹⁶. Le rapport du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) insiste sur la nécessité d'élargir les partenariats stratégiques du FIDA, notamment dans les pays en situation de fragilité ou de conflit, où les risques pour la production et la stabilité économique sont les plus élevés¹⁷.

20. **Les évaluations externes indiquent que la mobilisation du secteur privé est cruciale pour débloquer des financements, stimuler la durabilité et accroître l'impact du FIDA.** Les évaluations thématiques et les évaluations internes soulignent l'importance de la participation à l'élaboration des politiques, de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités pour l'obtention de bons résultats à long terme. L'intensification de la collaboration avec le secteur privé, du financement mixte et de l'intégration des politiques sera essentielle pour incorporer la résilience dans les stratégies nationales. Un partage plus étendu des connaissances et des stratégies plus abouties permettront au FIDA de faire en sorte que ses activités restent efficaces, modulables et en phase avec les priorités des pays (voir l'annexe III pour un compte rendu complet des enseignements).

C. Objectif stratégique

21. La présente stratégie a pour but de contribuer à une transformation économique rurale durable et inclusive, en promouvant des investissements et pratiques favorables à la résilience climatique, à la gestion de l'environnement et à la biodiversité, ce qui améliorerait les moyens d'existence du groupe cible du FIDA, à savoir les communautés rurales et les petits exploitants agricoles.
22. Cet objectif est en phase avec les priorités des États membres qui visent à élargir les partenariats avec les institutions financières, le secteur privé et les principaux groupes (notamment les jeunes, les hommes, les femmes et les peuples autochtones), et appuie les engagements pris par les pays au titre des divers cadres mondiaux.

D. Objectifs de la stratégie et domaines d'action

23. **La présente stratégie définit l'approche institutionnelle du FIDA en matière de promotion de la résilience climatique, de la gestion de l'environnement et de pratiques propices à la biodiversité dans ses activités.** Mise en œuvre de manière souple et sous l'impulsion des pays, la stratégie restera en phase avec les priorités nationales, les capacités institutionnelles et les réalités socioéconomiques du monde rural. Elle orientera la réserve de projets d'investissement du FIDA et la participation à l'élaboration des politiques au niveau national, régional et mondial, et permettra de s'assurer que les activités sont pertinentes d'un point de vue local, adaptables et porteuses d'impact tout en renforçant le rôle du Fonds dans les débats stratégiques à l'échelle internationale.
24. La stratégie s'articule autour de trois objectifs interdépendants. L'objectif 1 définit l'**objet** – porter à plus grande échelle les pratiques agricoles axées sur la résilience climatiques, propices à la biodiversité et économiquement viables en vue d'améliorer la productivité, la gestion de l'environnement et les moyens d'existence ruraux. L'objectif 2 se rapporte aux **moyens** – mobiliser des investissements financiers ciblés auprès de sources internationales, régionales et nationales pour appuyer ces pratiques dans tout le portefeuille du FIDA. L'objectif 3 expose les **conditions favorables** – intensifier la participation à l'élaboration des politiques, le renforcement des capacités, l'innovation et la gestion des connaissances pour

¹⁶ IOE. 2024. [2024 Annual Report on the Independent Evaluation of IFAD](#).

¹⁷ MOPAN. 2024. [Évaluation 2023 du FIDA par le MOPAN](#).

favoriser une mise en œuvre efficace et une durabilité à long terme. L'application de cette stratégie pluridimensionnelle nécessite de supprimer les cloisonnements institutionnels, d'encourager une cohérence des politiques entre les ministères du climat, de l'environnement, de l'agriculture et des finances, et de concilier une souplesse au niveau national avec une intégration sectorielle efficace.

25. La stratégie met en avant 10 domaines d'action, et propose un large éventail de solutions d'appui dans lequel les pays (y compris les petits États insulaires en développement, les pays à faible revenu et les pays en situation de fragilité) pourront puiser en fonction de leurs capacités, de leur niveau de revenu, de leurs engagements et de leurs priorités spécifiques. Ces domaines ont été définis de manière à permettre aux pays de bénéficier d'interventions souples et adaptables, qu'ils pourront personnaliser en fonction de leur situation. Dans les contextes de fragilité, les considérations liées au climat et à l'environnement seront systématiquement intégrées dans l'évaluation de la qualité des activités, ce qui assurera à la durabilité et à la résilience une place centrale dans la conception et l'exécution des projets. Cette stratégie appuiera ainsi la mise en œuvre de plans nationaux de développement et la réalisation des engagements notamment pris par les États membres dans le prolongement des Conventions de Rio¹⁸.

Objectif 1: encourager l'adoption et la montée en puissance de pratiques utiles à la résilience climatique, à la gestion de l'environnement et à la biodiversité

Domaine d'action 1.1: promouvoir, dans l'ensemble des économies rurales, des activités visant à protéger et à restaurer les services écosystémiques et la biodiversité en vue d'accroître la productivité agricole dans les exploitations

26. Ce domaine d'action encourage des pratiques agricoles climato-résilientes et propices à la gestion de l'environnement et à la biodiversité pour stimuler durablement la productivité et renforcer les moyens d'existence ruraux. Ces trois dimensions, bien que distinctes, sont étroitement corrélées et se renforcent mutuellement. Les activités liées aux pratiques climato-résilientes porteront notamment sur le renforcement de la capacité des exploitants agricoles à atténuer les chocs climatiques (tels que les phénomènes météorologiques extrêmes, les sécheresses et les inondations) et à s'y adapter. Il s'agira notamment de s'appuyer sur l'agroécologie, l'agroforesterie, l'aménagement des bassins versants et l'agriculture régénératrice pour améliorer la santé des sols et la gestion de l'eau et réduire la vulnérabilité aux chocs climatiques.
27. Les mesures de gestion de l'environnement favoriseront la gestion durable des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles. Grâce à une gestion durable des terres, à des solutions fondées sur la nature et à une réduction de la pollution (mesures visant à remédier aux effets néfastes de l'utilisation excessive de produits agrochimiques, par exemple), les systèmes agricoles limiteront au maximum la dégradation et préserveront des services écosystémiques essentiels tels que la régulation de l'eau, le stockage du carbone et la fertilité des sols. Les pratiques propices à la biodiversité viseront en particulier la conservation et l'amélioration de la biodiversité, au niveau de l'exploitation comme du paysage. Ces activités comprendront la protection des pollinisateurs, la promotion de systèmes de culture

¹⁸ Les Conventions de Rio regroupent plusieurs accords internationaux liés entre eux et intéressant des questions d'environnement ou de développement. Il s'agit notamment de la [Convention sur la diversité biologique](#), de la [Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#) et de la [Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification](#).

diversifiés et la restauration des habitats naturels pour préserver la santé et la performance des écosystèmes.

28. Ces trois axes seront intégrés au moyen d'une approche fondée sur le paysage¹⁹ en vue de relever à grande échelle les défis interdépendants sur le plan environnemental, social et économique. En préservant les écosystèmes, en limitant la dégradation de l'environnement et en renforçant l'aptitude des communautés rurales à réagir aux chocs climatiques, la stratégie créera des synergies qui offriront de nombreux avantages en matière de productivité, de moyens d'existence et de santé écologique.
29. L'une des retombées bénéfiques inhérentes à ces pratiques agricoles climato-résilientes, propices à la bonne gestion de l'environnement et à la biodiversité est l'amélioration des résultats nutritionnels des populations rurales et des petits exploitants agricoles. Les systèmes agricoles diversifiés et résilients contribuent directement à l'amélioration de la diversité alimentaire en augmentant la disponibilité et l'accessibilité d'aliments riches en nutriments tels que les légumineuses, les fruits, les légumes et les cultures de plantes autochtones. Les pratiques comme les cultures intercalaires permettent d'intégrer des espèces riches en nutriments dans les systèmes agricoles, tandis que les techniques de conservation des sols et de l'eau améliorent les rendements et la qualité nutritionnelle des produits. En reliant la santé des écosystèmes à la santé humaine, cette approche renforce la capacité des ménages ruraux à accéder à une alimentation sûre et saine durant toute l'année, et contribue à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire la malnutrition au sein des populations vulnérables.
30. La stratégie promouvra en outre des pratiques locales et traditionnelles qui se sont avérées efficaces pour améliorer la durabilité et la résilience, notamment dans les contextes de fragilité. Elle souligne qu'il est important de tenir compte des conflits fonciers, d'intégrer les questions de désertification et de protection des terres dans la planification des investissements et d'appuyer l'élaboration de modèles d'entreprises agricoles durables pour améliorer la viabilité économique de ces pratiques.
31. Des mécanismes de conservation fondés sur des incitations encourageront par ailleurs les agriculteurs à adopter et à maintenir des pratiques de gestion durable des terres et des pratiques propices à la biodiversité. La sécurisation foncière permettra aux communautés rurales d'investir en toute confiance dans des solutions à long terme qui améliorent la productivité et la résilience climatique tout en protégeant les ressources naturelles.
32. Enfin, au vu de la diversité des contextes nationaux, aucune approche universelle ne sera préconisée. Les pays seront libres de choisir les interventions les plus appropriées en fonction de leurs priorités, de leurs capacités et de leurs objectifs de développement, et pourront s'assurer que toutes les activités sont en phase avec leurs stratégies nationales et les réalités rurales.

Domaine d'action 1.2: investir dans des infrastructures climato-résilientes et des services qui appuient les filières agricoles en vue d'améliorer les moyens d'existence des populations rurales

33. Les investissements associeront des infrastructures climato-résilientes à des mesures visant à renforcer la participation des producteurs ruraux à des filières durables. Les infrastructures rurales intégrant des matériaux adaptatifs, des solutions fondées sur la nature, des technologies économes en eau et des solutions

¹⁹ Les approches fondées sur le paysage visent des objectifs environnementaux, sociaux et économiques en intégrant les diverses utilisations des terres et l'ensemble des besoins des parties prenantes grâce à une action concertée. Elles s'attachent à concilier les demandes concurrentes liées à la production alimentaire, aux services écosystémiques, à la biodiversité, à la résilience et aux moyens d'existence tout en tenant compte des interactions entre les activités humaines et les systèmes naturels.

énergétiques créeront des emplois, amélioreront la connectivité à l'échelle de la filière et du paysage, et sous-tendront la croissance économique. Elles seront complétées par des solutions décentralisées pour réduire les déchets alimentaires et améliorer la sécurité sanitaire des aliments à tous les stades des filières.

34. Pour maximiser l'impact, le FIDA tirera parti de partenariats public-privé-producteurs, et synchronisera les investissements du secteur privé avec les objectifs du secteur public en matière de renforcement de la résilience rurale, de stimulation de l'innovation et de promotion de solutions durables. Le renforcement de la capacité des producteurs ruraux à participer à des filières rentables et durables est l'une des grandes priorités. Il suppose notamment des investissements dans des mécanismes qui permettent aux producteurs d'adopter des pratiques durables tout en réduisant les coûts de transaction à supporter pour accéder aux marchés certifiés.
35. Les investissements seront également axés sur la modernisation des filières afin d'aider les producteurs ruraux dans la transition vers des économies plus climato-résilientes et dotées d'une plus grande capacité d'adaptation. Le FIDA favorisera l'accès à l'énergie et les solutions qui renforcent les activités des filières rurales, et encouragera l'adoption de technologies à faibles émissions et à rendement énergétique élevé et de systèmes énergétiques décentralisés, le cas échéant.

Domaine d'action 1.3: investir dans les systèmes d'alerte précoce, les services numériques et les données au service de l'adaptation en vue d'accroître la résilience

36. Dans le cadre de l'accroissement de la connectivité numérique des zones rurales, le FIDA renforcera les politiques, les cadres juridiques et les institutions dans le but d'améliorer l'accès aux prévisions météorologiques en temps réel aux fins de l'atténuation des risques climatiques. La montée en puissance s'agissant des données hydrométéorologiques, du contrôle des sols et de l'eau et de la surveillance des ravageurs augmentera les capacités d'adaptation. Des informations personnalisées sur les marchés et des pratiques exemplaires (intégrant les savoirs locaux et autochtones) permettront aux communautés de combler le fossé numérique et d'ouvrir des débouchés dans le secteur agroalimentaire.
37. Des données détaillées, inscrites dans leur contexte, sont essentielles pour suivre l'impact et concevoir les investissements. Le FIDA élargira les partenariats et utilisera des technologies géospatiales et de télédétection en intégrant des données vérifiées au niveau national pour suivre les conséquences des phénomènes météorologiques extrêmes. L'amélioration de l'accès aux données optimisera l'allocation des ressources, éclairera les politiques et accroîtra les résultats en matière d'adaptation.

Objectif 2: favoriser les investissements propices à la résilience climatique, à la gestion de l'environnement et à la protection de la biodiversité

Domaine d'action 2.1: mobiliser et réunir un ensemble diversifié de sources de financement internationales, régionales et nationales

38. Pour combler le déficit de financement en matière d'agriculture résiliente, le FIDA mobilisera des ressources au titre du financement de l'action climatique auprès de fonds multilatéraux tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'adaptation et le Fonds pour l'application du Cadre mondial de la biodiversité, en gérant les procédures complexes au nom des petits producteurs afin de leur assurer des financements substantiels en temps utile. En obtenant des dons et en les associant à ses propres ressources, le FIDA accroît le financement concessionnel et allège les charges financières qui pèsent sur les pays partenaires tout en mobilisant des capitaux pour la résilience climatique, la gestion de l'environnement et les pratiques propices à la biodiversité. Ces activités

appuient l'objectif plus large visant à combler le déficit de financement de l'adaptation de l'agriculture.

39. Le FIDA étendra d'autres mécanismes de financement, notamment le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne, qu'il présentera comme un outil catalyseur contribuant à réduire les risques, à attirer des cofinancements et à appuyer des investissements dans la productivité agricole, l'eau et la sécurité alimentaire, et à favoriser la mobilisation du secteur privé. La synchronisation de ces ressources dans le portefeuille du FIDA permettra d'amplifier l'impact et de renforcer la viabilité financière.

Domaine d'action 2.2: mettre en place des mécanismes de marché adaptés et les renforcer pour développer les économies rurales et rétribuer les petits producteurs

40. Pour encourager à adopter plus largement des pratiques durables sur le plan environnemental et propices à la biodiversité, le FIDA élaborera et introduira des mécanismes de marché qui mettent en phase les incitations économiques avec les activités de renforcement de la résilience. Conscient des arbitrages à opérer pour accroître la valeur pour la société tout en assurant la rentabilité des entités privées, notamment des petits exploitants agricoles et de leurs organisations, le FIDA s'attachera à élaborer des cadres politiques favorables et à réaliser des analyses de marché pertinentes pour déterminer les options viables pour des entreprises rurales durables.
41. Pour gérer ces arbitrages de manière efficace, le FIDA déploiera des solutions de financement climatique mixte, des modèles d'adoption progressive et des mécanismes de paiements liés aux résultats pour concilier le rendement économique et les objectifs environnementaux. L'élargissement du financement climatique mixte sera l'une des grandes priorités, et associera de manière stratégique des capitaux publics, philanthropiques et privés pour réduire les risques et favoriser la participation du secteur privé à des projets axés sur la durabilité et la résilience. Il sera essentiel de collaborer avec des banques publiques de développement, en s'appuyant sur leur présence locale, leurs instruments financiers et leur connaissance des marchés, pour mobiliser des ressources supplémentaires et amplifier l'impact des initiatives de financement mixte.
42. Le FIDA innovera et intégrera des outils financiers avec des éléments de mesure des services écosystémiques et de nouveaux indicateurs aérologiques pour démontrer les avantages d'ordre environnemental et économique apportés par les approches globales en faveur de la résilience. Ces mécanismes seront conçus pour réduire les risques financiers, attirer des investissements privés et proposer aux petits exploitants agricoles des incitations concrètes à adopter des pratiques durables qui contribuent à la conservation de la biodiversité, des sols, de l'eau et d'autres ressources naturelles. Le FIDA appuiera des cadres qui facilitent le versement et la vérification des paiements liés aux résultats ou des dispositifs d'incitation, en veillant à ce que les petits producteurs soient rétribués de manière équitable pour leurs contributions à la durabilité environnementale.
43. Par ailleurs, le FIDA élargira l'accès aux nouveaux dispositifs de paiements liés aux résultats, notamment dans les domaines de l'assurance agricole, de l'échange de droits d'émission de carbone, des crédits de biodiversité et des paiements des services écosystémiques, pour reconnaître le rôle des agriculteurs dans la remise en état des sols, le reboisement et l'utilisation efficiente de l'eau, et les rétribuer en conséquence. La majorité de ces instruments sont déjà connus du FIDA, qui jouit d'une expérience en matière de déploiement et de promotion de ce type de dispositifs dans son portefeuille. Ces mécanismes engendrent des retombées positives importantes, y compris eu égard à l'atténuation climatique, en encourageant des pratiques qui réduisent les émissions et améliorent le stockage du carbone.

Domaine d'action 2.3: faciliter l'accès des États membres à l'ensemble de solutions financières du FIDA pour les aider à atteindre leurs priorités sectorielles nationales

44. Tout en veillant à ce que 45% de ses investissements puissent être qualifiés de financements climatiques et à mettre en œuvre les nouvelles contributions additionnelles pour le climat dans le cadre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA, le Fonds s'attachera à renforcer l'innovation financière dans l'investissement rural, en mettant sa gamme de produits financiers en phase avec les stratégies agricoles nationales et les objectifs de réduction des risques. Ces produits comprennent les obligations axées sur l'agriculture, les garanties de crédit et les mécanismes de partage des risques visant à encourager l'investissement public et privé dans les pratiques agricoles résilientes et les infrastructures rurales. Le FIDA favorisera en outre l'accès aux services financiers (crédit, assurance, épargne et solutions financières numériques, notamment), en mettant l'accent sur les zones rurales et les partenariats avec des institutions de microfinance.
45. Pour attirer des ressources financières, la présente stratégie suit la Stratégie relative aux opérations avec le secteur privé 2025-2030; elle met en place des instruments financiers et prête un appui aux banques et aux institutions de microfinance qui encouragent l'investissement privé dans des pratiques durables et renforcent les partenariats pour l'accès aux marchés, aux technologies et aux services. Le FIDA continuera de se positionner comme un émetteur d'obligations durables sur les marchés internationaux, en s'attachant aux résultats en matière de résilience.

Domaine d'action 2.4: participer activement à des partenariats inclusifs réunissant un large éventail d'acteurs publics et privés dans le domaine de l'innovation financière et non financière

46. Le FIDA élargira les partenariats avec des institutions mondiales, régionales et nationales, en collaborant avec des banques de développement, des institutions financières et des plateformes infrarégionales et nationales pour porter à une plus grande échelle des initiatives d'adaptation et de renforcement de la résilience climatique. La collaboration avec d'autres institutions financières internationales et les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome favorisera l'accès du Fonds au financement du développement à grande échelle, renforcera les compétences techniques et facilitera les échanges de vues sur les questions stratégiques.
47. Le FIDA intensifiera les partenariats avec le secteur privé, les institutions financières et les prestataires technologiques pour mobiliser des investissements en milieu rural. En favorisant la collaboration, le Fonds attirera des capitaux, des innovations et des outils financiers pour accroître la résilience climatique des petits exploitants, la productivité et la croissance rurale, tout en amplifiant l'impact aux niveaux national et régional. Les activités viseront à:
- a) favoriser des dialogues structurés et des plateformes d'investissement pour relier les investisseurs institutionnels, les entreprises agricoles et les entreprises du secteur des technologies aux possibilités de développement de marchés ruraux climato-résilients et propices à la biodiversité;
 - b) encourager l'adoption de technologies et d'innovations climatiques en favorisant l'intégration de solutions climato-résilientes d'agriculture de précision, de financement numérique et d'agriculture intelligente dans les projets appuyés par le FIDA;
 - c) collaborer avec des sociétés de capital-risque, des accélérateurs d'entreprises et des investisseurs à impact pour expérimenter des modèles d'activité évolutifs, climato-résilients et axés sur les solutions fondées sur la nature, qui améliorent l'accès aux marchés, aux infrastructures rurales et aux solutions de financement agricole.

48. Le FIDA collaborera avec les organisations de peuples autochtones, de jeunes et de femmes et les organisations paysannes afin de mobiliser des ressources pour le renforcement de la résilience climatique, la gestion de l'environnement et les investissements propices à la biodiversité, et notamment des financements directs destinés aux groupes ruraux et aux groupes communautaires.

Objectif 3: consolider la contribution à l'élaboration des politiques, la gestion des connaissances, le renforcement des capacités et l'innovation pour favoriser la résilience en milieu rural

Domaine d'action 3.1: intensifier la participation à l'élaboration des politiques pour favoriser la résilience en milieu rural

49. Le FIDA renforcera sa collaboration avec les décideurs et les principales parties prenantes pour promouvoir l'élaboration de politiques qui encouragent les investissements dans des économies rurales résilientes. Il participera notamment à des concertations sur les politiques aux niveaux national, régional et mondial, et renforcera les partenariats stratégiques en vue d'appuyer l'agriculture durable, la restauration des terres et les infrastructures rurales. La stratégie aidera les pays à mettre en œuvre leurs engagements à réaliser les objectifs mondiaux, notamment les contributions déterminées au niveau national, les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité et d'autres cadres pertinents. En partenariat avec les pouvoirs publics, le FIDA favorisera l'intégration de mesures en faveur de la résilience climatique, de la gestion environnementale et de la biodiversité dans les processus nationaux de budgétisation et de planification du développement.
50. Le FIDA mettra l'accent sur les approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration, en privilégiant la coordination entre les ministères des finances, de l'agriculture et de l'environnement en vue d'accroître la cohérence des politiques et de mobiliser des financements pour les programmes d'investissement en milieu rural. Cette collaboration intersectorielle permettra de combler les lacunes dans les politiques et de créer des synergies qui maximiseront l'impact. Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont un rôle capital à jouer en réorientant les subventions agricoles qui ont des incidences préjudiciables contribuant à la dégradation des terres, à l'appauvrissement de la biodiversité et à l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre. La réorientation de ces subventions vers des pratiques climato-résilientes et propices à la bonne gestion environnementale est essentielle pour opérer des changements systémiques et maximiser l'impact des investissements tant publics que privés dans le développement rural.
51. Par ailleurs, le FIDA préconisera des cadres politiques favorables, qui réduisent les obstacles à l'entrée sur les marchés pour les acteurs du secteur privé tout en assurant la cohérence des investissements avec les objectifs de développement nationaux et les besoins des petits exploitants agricoles.

Domaine d'action 3.2: approfondir les connaissances et favoriser l'innovation pour renforcer les systèmes agricoles

52. Le FIDA renforcera la génération, la diffusion et l'application des connaissances pour favoriser la prise de décisions fondées sur des données probantes et l'innovation dans les stratégies d'investissement en milieu rural. En institutionnalisant les enseignements répertoriés, en tirant parti des techniques analytiques avancées et en favorisant une culture de l'apprentissage permanent, le FIDA renforcera la gestion adaptative des solutions d'investissement en milieu rural et les possibilités de les reproduire à plus grande échelle.
53. Pour faire en sorte que les connaissances donnent naissance à davantage de stratégies pouvant être appliquées concrètement, le FIDA encouragera les plateformes de partage des connaissances, les communautés de pratique et les réseaux de collaboration qui relient les pouvoirs publics, les institutions de recherche et les spécialistes du développement. Ces plateformes seront axées sur

la gestion des risques agricoles, les techniques de remise en état des sols, les innovations financières et les modèles reproductibles à plus grande échelle en vue de renforcer la résilience économique des zones rurales.

Domaine d'action 3.3: renforcer les capacités pour assurer une mise en œuvre efficace

54. Le FIDA renforcera les capacités institutionnelles et humaines en vue d'intégrer dans ses projets des mesures en faveur de la résilience en milieu rural, de la gestion de l'environnement et de la biodiversité. Une formation complète améliorera les compétences techniques du personnel en matière d'évaluation des risques économiques, de financement de l'adaptation, de suivi des ressources financières et d'évaluation de l'impact. Les initiatives de renforcement des capacités donneront aux équipes de projet, aux décideurs et aux parties prenantes rurales les outils nécessaires pour mettre en œuvre des stratégies d'investissement destinées à stimuler la productivité agricole, stabiliser les économies rurales et atténuer les effets de la dégradation de l'environnement, de l'appauvrissement de la biodiversité et des phénomènes météorologiques extrêmes. Le FIDA perfectionnera en outre des outils, tels que l'outil de conception et de suivi d'interventions visant à accroître la résilience et le cadre renforcé d'analyse économique et financière, en vue de favoriser la prise de décisions tenant compte des risques et l'efficacité des investissements.
55. Le FIDA utilisera des cadres normalisés, notamment des méthodes d'analyse des avantages par rapport au coût et de suivi des ressources financières, pour garantir la cohérence de la communication d'informations et de la reddition de comptes, en se conformant aux Normes internationales d'information financière. Les normes du FIDA relatives à la publication d'informations sur la durabilité renforceront la transparence, la crédibilité et la confiance des investisseurs, et favoriseront l'accroissement des engagements financiers des États membres et des donateurs.

IV. Considérations opérationnelles

56. Le FIDA rationalisera les indicateurs existants en matière de résilience climatique et de capacité d'adaptation dans ses activités et dans le Cadre de gestion des résultats pour assurer un suivi-évaluation efficace²⁰. La stratégie sera mise en œuvre dans le cadre des cycles des projets existants, ce qui garantira la cohérence avec le mandat principal du Fonds et l'évolution des priorités au niveau des pays.
57. Conscient du rôle essentiel du capital humain, le FIDA mettra en place des initiatives de renforcement des capacités en tirant parti des compétences techniques existantes en interne et en externe, selon les besoins. Les coûts additionnels liés à la mise en œuvre de cette stratégie, s'agissant notamment du renforcement des capacités en relation avec les marchés du carbone, seront couverts au moyen de fonds supplémentaires. Une collaboration régulière sera assurée avec les directeurs de pays, les équipes d'exécution des projets, les équipes de conception des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) et d'autres membres clés du personnel pour intégrer les objectifs de la stratégie dans les activités. Ces efforts seront renforcés par une analyse continue de l'intérêt économique des investissements axés sur la résilience pour l'ensemble des instruments financiers du Fonds.
58. En renforçant les capacités en interne, le FIDA favorisera une réalisation plus efficace des objectifs de la stratégie, car les directeurs de pays et les équipes d'exécution des projets/de conception des COSOP mettront les COSOP et les interventions des projets en phase avec les domaines d'action de la stratégie. Les partenariats stratégiques joueront un rôle essentiel en remédiant aux lacunes de capacités au sein du FIDA, et permettront aux pays d'exploiter pleinement la

²⁰ Il a été décidé de ne pas élaborer de Cadre de gestion des résultats distinct pour la stratégie afin de simplifier l'établissement des rapports.

gamme complète de services proposés au titre de la stratégie. Le FIDA profitera des collaborations en cours avec des banques multilatérales de développement, des organismes des Nations Unies et des donateurs bilatéraux pour mobiliser les ressources et les cadres existants.

59. L'impact et l'efficacité de la stratégie seront évalués à l'aide des indicateurs du Cadre de gestion des résultats et des rapports de projet, ce qui garantira une reddition de comptes et un apprentissage permanent. Un indicateur agroécologique de haut niveau sera élaboré (voir l'annexe VII).
60. Pour garantir une mise en œuvre efficace de la stratégie, le FIDA se concentrera sur les principales mesures opérationnelles entre 2025 et 2027, conformément aux dispositions du plan d'action présenté à l'annexe IX.

Processus de consultation

1. Élaborée dans le cadre d'un processus de consultation complet, conformément aux directives du FIDA, la présente stratégie intègre différents points de vue afin de répondre à l'évolution des besoins des populations rurales pauvres.
2. Les principales parties prenantes qui ont été consultées comprennent:
 - a) **Un groupe de travail technique.** Une équipe spécialisée de la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale du Fonds, comprenant des experts du climat, de l'environnement et de la biodiversité, a été consultée en vue de renforcer la validité technique et la prise en compte des meilleures pratiques à l'échelle mondiale.
 - b) **Un groupe de travail interdivisions.** Des experts de différentes divisions du Fonds ont contribué à mettre la stratégie en phase avec le Cadre stratégique du FIDA proposé pour la période 2025-2031 et d'autres priorités.
 - c) **Les directeurs de pays.** Les directeurs de pays du Fonds ont contribué, grâce à leur connaissance approfondie des contextes locaux, à garantir la pertinence de la stratégie dans les diverses situations des pays.
 - d) **La haute direction**
 - i) Le Comité de gestion des programmes a assuré une supervision stratégique pour mettre la stratégie en phase avec la mission et les activités du FIDA.
 - ii) Le Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques a évalué la conformité avec les priorités opérationnelles et les cadres stratégiques.
 - iii) Le Comité exécutif de gestion a communiqué les observations et l'aval de la direction.
 - e) **Des parties prenantes externes.** Deux consultations publiques ont été tenues auprès des États membres du FIDA:
 - i) **Première consultation.** Des éléments ont été recueillis concernant un document d'orientation présentant les buts, les objectifs et les domaines d'action par l'intermédiaire de la plateforme interactive réservée aux États membres du FIDA; l'ensemble des États membres et 15 organisations externes ont été sollicités, notamment des banques multilatérales de développement, la société civile, des institutions de recherche et des entités du secteur privé.
 - ii) **Deuxième consultation.** Un séminaire informel du Conseil d'administration a permis aux États membres et aux observateurs de communiquer des commentaires détaillés sur l'intégralité de la stratégie.

Théorie du changement

1. La théorie du changement vise une transformation rurale à long terme par le renforcement des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et de la résilience, tout en veillant à l'inclusion des jeunes, à la mobilisation des hommes et des femmes et aux droits des peuples autochtones, conformément à l'approche du Fonds relative aux programmes d'options stratégiques pour les pays et à la Politique du FIDA relative au ciblage de la pauvreté 2023. La stratégie met en lumière les avantages économiques et sociaux liés aux approches intégrées, qui favorisent un rendement durable, une augmentation des revenus et des processus économiques ruraux climato-résilients au moyen d'outils numériques, d'un recours accru à des instruments financiers et à des dispositifs innovants, et de politiques améliorées au service de la production agricole et de la transformation des filières.
2. À cette fin, le FIDA mobilise des ressources financières auprès de sources internationales, régionales et nationales par l'intermédiaire de contributions à la reconstitution des ressources, de prêts concessionnels, de placements privés et de financements multilatéraux. Des fonds supplémentaires sont mobilisés dans le cadre de partenariats avec des institutions de financement du développement, des banques commerciales, des investisseurs à impact et des banques publiques de développement.
3. La stratégie met l'accent sur les opérations non souveraines, l'obtention de financements du secteur privé auprès d'intermédiaires financiers et de petites et moyennes entreprises, et le financement mixte. En intégrant les financements privés et publics et en faisant mieux entendre la voix des populations vulnérables, le FIDA renforce les solutions inclusives et impulsées par la demande.
4. Les partenariats public-privé, notamment avec les peuples autochtones, les organisations de jeunes et les organisations paysannes, favorisent une approche à l'échelle de la société. Ces partenariats rapprochent les secteurs, renforcent les incitations en faveur de la durabilité et accroissent l'utilisation de ressources dans le dernier kilomètre, conformément au Cadre de partenariat du FIDA.
5. Les outils numériques et les systèmes de données facilitent la planification et le suivi-évaluation des activités en faveur de la résilience. Le FIDA encourage la connectivité numérique des zones rurales, et s'appuie sur les données géospatiales et la télédétection pour orienter les investissements, optimiser les ressources et favoriser des mesures publiques ciblées.
6. La stratégie accroît la participation à l'élaboration des politiques, la gestion des connaissances et le renforcement des capacités grâce à une approche dirigée par les pays et impulsée par la demande. Les partenariats avec les pouvoirs publics, les institutions de recherche et le secteur privé stimulent l'innovation et généralisent les pratiques climato-résilientes, respectueuses de l'environnement et propices à la biodiversité pour une transformation rurale à long terme.

Enseignements à retenir

1. Au cours des dix dernières années, le FIDA a considérablement renforcé sa performance en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et d'adaptation climatique. D'après le Rapport annuel 2023 sur l'évaluation indépendante au FIDA, les données issues de 288 évaluations de projet et de 45 évaluations de la stratégie de pays révèlent des améliorations constantes dans ces domaines. La part des projets ayant obtenu de bons résultats est passée de 71% en 2011-2013 à 90% en 2019-2021, ce qui souligne l'engagement constant du FIDA à intégrer les considérations climatiques et environnementales dans ses activités. Le dernier rapport du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) met en lumière la forte capacité du Fonds à faire face aux grands défis mondiaux, et en particulier aux impacts climatiques. Parallèlement à ces réalisations, des enseignements précieux ont été recensés, ce qui montre l'importance des approches adaptables et souples dans les contextes ruraux complexes.

Recommandation	Détails	Source
Accroître le financement en faveur de la résilience climatique	Augmenter le financement en faveur de la résilience climatique dans les projets à fort impact menés dans des domaines tels que l'agriculture résiliente, les systèmes d'alerte précoce et la réduction des risques de catastrophe. Les recommandations visent notamment à axer l'attention sur les pratiques d'agriculture résiliente au sein des exploitations et sur les petits exploitants agricoles dans les pays fragiles.	Évaluation thématique Orientations stratégiques de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) Rapport du MOPAN
Adopter une approche de financement mixte	S'appuyer sur le programme de prêts et dons et les fonds supplémentaires pour maximiser l'impact du financement en faveur de la résilience. Une approche mixte associe des mécanismes de financement traditionnels et supplémentaires pour obtenir un impact à plus grande échelle.	Évaluation thématique Consultation sur FIDA13
Intégrer l'accent sur la résilience climatique aux premiers stades de la conception des projets	Ajouter les considérations relatives à la résilience climatique et à la nutrition aux premiers stades de la conception des projets, notamment lors de l'élaboration des programmes d'options stratégiques pour les pays.	Rapport du MOPAN, p. 78, conclusions de l'évaluation de l'impact.
Intensifier la contribution à l'élaboration des politiques et le plaidoyer	Intensifier la contribution à l'élaboration des politiques et le plaidoyer en faveur de la résilience, de l'amélioration de la nutrition et de la gestion de la biodiversité. Le FIDA doit privilégier la reproduction à plus grande échelle et les activités hors prêts au moyen de ressources spécialement affectées. La mise en place d'un environnement politique favorable garantit la durabilité à long terme.	Évaluation thématique Rapport du MOPAN Bilan agroécologique
Équilibrer l'accent mis sur les filières dans les systèmes agroalimentaires	Appuyer les innovations sur les marchés et renforcer l'accès des producteurs à ces derniers tout en intégrant les considérations relatives à l'environnement, à la résilience, à la nutrition et à la biodiversité dans la chaîne de valeur. Les projets d'agroécologie doivent mieux appuyer la commercialisation des produits et leur accès aux marchés.	Bilan agroécologique interne Conclusions de l'évaluation de l'impact

Déployer des technologies de pointe	Investir dans des technologies de pointe telles que les systèmes d'information géographique, la technologie de la chaîne de blocs et l'intelligence artificielle pour améliorer l'exécution des projets, leur suivi et l'évaluation de leur impact. Ces technologies améliorent le suivi des progrès et accroissent l'efficacité et l'impact des activités.	Travaux internes sur l'utilisation de l'intelligence artificielle au FIDA
Apporter un appui stratégique dans les pays fragiles	Élaborer des stratégies pour apporter un soutien aux petits exploitants agricoles dans les pays en situation de fragilité ou touchés par un conflit, en axant les activités sur l'agriculture climato-résiliente. Améliorer l'impact et l'efficacité conformément aux engagements pris au titre de FIDA13.	Rapport du MOPAN Consultation sur FIDA13
Accroître la participation du secteur privé	Approfondir les partenariats avec les acteurs du secteur privé pour apporter des financements aux petits exploitants agricoles. Étudier les possibilités de co-investissement avec des investisseurs à impact et les mécanismes de financement novateurs tels que les outils de financement mixte.	Évaluation thématique Consultation sur FIDA13 Bilan agroécologique
Participer aux marchés du carbone	Intensifier les activités sur les marchés du carbone pour rétribuer les petits exploitants agricoles pour leurs efforts en matière de stockage du carbone. Les marchés du carbone proposent des possibilités de rétribution financière et de pérennisation des pratiques agricoles climato-résilientes, et sont prometteurs du point de vue de l'atténuation.	Consultation sur FIDA13
Mieux définir, communiquer et mesurer l'impact sur la nutrition	Compte tenu de l'objectif d'intégrer les aspects nutritionnels dans au moins 60% des projets du Fonds, il convient de définir clairement les indicateurs et d'en améliorer la compréhension au sein du FIDA, au niveau des régions et des pays. Les équipes des projets du Fonds pourront ainsi mieux mesurer les améliorations obtenues en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.	Rapport du MOPAN Consultation sur FIDA13
Mieux mesurer l'impact sur la biodiversité	Élaborer des outils pour mesurer précisément l'impact des activités en faveur de la biodiversité sur la génération de revenus, la résilience climatique, la sécurité alimentaire et la conservation. Une mesure précise est essentielle pour améliorer les résultats des activités.	Bilan agroécologique interne
Accroître le renforcement des capacités	Renforcer la capacité au sein du FIDA à apporter un appui technique et à gérer les solutions aux problèmes climatiques. Accroître les ressources humaines comme financières pour intensifier les efforts de renforcement de la résilience climatique dans le cadre des activités hors prêts.	Évaluation thématique
Améliorer la gestion des connaissances	Renforcer l'apprentissage institutionnel en recensant les meilleures pratiques et les enseignements tirés des activités en faveur de la résilience et de la biodiversité, et en les partageant au sein des régions et à différents niveaux. Un cadre clair en matière de stratégie d'apprentissage et de communication permettra d'améliorer les résultats des futurs projets.	Évaluation thématique de la gestion des connaissances Réponse de la direction à l'évaluation de la gestion des connaissances
Améliorer l'intégration des savoirs traditionnels	Favoriser l'intégration des savoirs traditionnels et autochtones dans les stratégies de renforcement de la résilience climatique, en veillant à la participation des populations autochtones et des communautés locales. L'association des pratiques traditionnelles et des pratiques modernes améliore les activités de renforcement de la résilience.	Bilan agroécologique interne, évaluations thématiques, cible 22 du Cadre mondial de la biodiversité

Principales constatations de l'analyse comparative et de l'examen des meilleures pratiques

1. La présente annexe examine les stratégies en matière de résilience et de biodiversité des institutions financières et des partenaires bilatéraux les plus importants, en analysant les objectifs, les approches et les innovations. Elle met en lumière la participation du secteur privé, la mobilisation de ressources, la gestion du portefeuille, le renforcement des capacités et les partenariats, et dégage des tendances pour éclairer l'élaboration d'une stratégie intégrée du FIDA.

Intégration des questions climatiques et de la biodiversité

2. Les banques multilatérales de développement (BMD) sont de plus en plus conscientes du lien entre la résilience climatique et la biodiversité, et intègrent ces questions dans des plans de développement plus larges. La Banque interaméricaine de développement (BID) dispose d'un plan d'action spécifique en matière de biodiversité, mais la plupart des BMD s'alignent sur l'Accord de Paris et commencent à suivre le Cadre mondial de la biodiversité. Neuf BMD ont signé une Déclaration conjointe sur la nature, les populations et la planète, mais la plupart des stratégies sont antérieures à ces cadres et évoluent.
3. Les BMD s'attachent à intégrer la biodiversité aux objectifs de renforcement de la résilience climatique et aux objectifs sociaux. La Banque asiatique de développement (BAsD), la BID et la Banque mondiale disposent d'investissements spécifiques en faveur de la biodiversité (obligations biodiversité de la BAsD, par exemple), tandis que d'autres banques intègrent des cibles relatives à la biodiversité dans leurs objectifs de financement du renforcement de la résilience. Un tiers environ ont défini des cibles spécifiques en matière d'écologie ou de biodiversité. Les BMD affinent en outre les taxonomies et renforcent les capacités en matière d'investissements en faveur de la biodiversité et du climat.
4. Les BMD utilisent des garanties pour évaluer les risques liés au climat et à la biodiversité, et mettent de plus en plus l'accent sur les gains nets. Des outils tels que l'évaluation du capital naturel sont actuellement intégrés dans les préévaluations des projets.

Portée des activités financées

5. En 2022, les BMD ont apporté 60,9 milliards d'USD de financements pour des activités de renforcement de la résilience climatique. Près de 73% d'entre elles ont défini des cibles explicites en matière de financement de l'adaptation, et elles allouent en général 40 à 50% des financements en faveur de la résilience aux activités liées à la capacité d'adaptation. Les BMD promeuvent en outre des solutions fondées sur la nature pour la réduction des risques de catastrophe et la conservation de la biodiversité.
6. Les BMD privilégient les secteurs où les solutions fondées sur la nature et les infrastructures vertes jouent un rôle capital, en particulier dans les domaines de l'eau, de l'agriculture, de l'utilisation des terres et de l'énergie. Les investissements dans les pratiques durables des entreprises agricoles, par exemple, sont essentiels pour le renforcement de la résilience. Par ailleurs, les stratégies intersectorielles, telles que l'approche à l'interface entre l'eau, l'alimentation et l'énergie utilisée par la BAsD, contribuent à augmenter les investissements qui tiennent compte des synergies et des arbitrages entre les secteurs.
7. La publication d'informations sur la durabilité fait l'objet d'une attention croissante, et les BMD s'alignent sur les normes établies et allouent des ressources pour la mise en conformité avec celles-ci.

Financement vert

8. Les BMD et les institutions financières internationales (IFI) accroissent la participation du secteur privé en réduisant les risques liés aux investissements, aux partenariats public-privé et aux obligations vertes, mais la mobilisation de financements privés pour la nature reste un défi. Les innovations telles que la tarification du carbone, les obligations liées au développement durable et les cadres des banques vertes contribuent à combler ce manque. Le Sustainable Banking and Finance Network appuie le financement vert dans 40 pays, et la Banque mondiale met en place des fonds thématiques pour tirer parti des marchés des crédits d'émission de carbone. De nouveaux outils tels que les clauses de dette résiliente et les obligations de résilience aident les pays à faire face à l'incidence croissante des phénomènes météorologiques extrêmes.
9. Les prêts axés sur les résultats gagnent en importance, et 55% des IFI relient les incitations aux résultats sur le plan environnemental. La BID, par exemple, accorde des réductions financières lorsque les objectifs en matière de biodiversité et de résilience sont atteints.

Politiques publiques et assistance technique

10. Les IFI mettent l'accent sur la participation des pouvoirs publics et le renforcement des capacités. La Banque africaine de développement appuie des pôles régionaux pour accroître la planification et le financement en faveur de la biodiversité, tandis que la BASD assure une assistance technique pour augmenter la bancabilité des projets et améliorer l'élaboration des politiques.

Dotation en personnel et renforcement des capacités

11. Pour gérer ces portefeuilles croissants en faveur de la résilience climatique et de la biodiversité, les IFI s'attachent à renforcer les capacités internes en formant leur personnel et en élargissant les équipes techniques. Les principales tendances sont à la décentralisation des spécialistes de la résilience climatique et de la biodiversité vers les bureaux régionaux et à la collaboration avec des partenaires externes.

Adoption des meilleures pratiques au FIDA

12. Le FIDA peut adopter les meilleures pratiques des principales BMD:
 - a) en intégrant des objectifs en matière de résilience climatique, d'environnement et de biodiversité dans les cadres plus larges de développement;
 - b) en promouvant des solutions fondées sur la nature pour l'adaptation et le renforcement de la résilience climatique;
 - c) en définissant des cibles précises en matière de biodiversité parallèlement aux objectifs de renforcement de la résilience climatique, à l'instar de l'Agence française de développement;
 - d) en étudiant des mécanismes de financement innovants tels que le financement lié à la biodiversité;
 - e) en mobilisant le secteur privé au moyen de mécanismes de réduction des risques;
 - f) en réalisant des analyses comparatives et en échangeant des points de vue avec d'autres BMD sur la publication d'informations sur la durabilité conformément aux Normes internationales d'information financière en la matière;
 - g) en améliorant les capacités techniques décentralisées dans ces différents domaines.

Évaluation des risques et mesures d'atténuation

Risque	Mesure d'atténuation
L'approche à l'interface entre les différents enjeux vise à maximiser les synergies entre la résilience, l'environnement et la biodiversité, mais le risque existe que des priorités concurrentes, des arbitrages ou des lacunes dans les cadres politiques favorables diluent l'efficacité des efforts d'intégration, et aboutissent à un impact limité ou à des effets négatifs imprévus.	Intensifier le renforcement des capacités au moyen de programmes de formation ciblés, de directives techniques et d'initiatives de partage des connaissances pour donner au personnel du FIDA et aux parties prenantes les compétences et les outils nécessaires pour mettre en œuvre de manière efficace une approche intégrée et gérer les arbitrages.
La réussite de la stratégie repose sur la synchronisation entre le personnel du FIDA, les États membres et les partenaires. Des priorités différentes, une participation irrégulière ou des rôles peu clairs peuvent entraver la mise en œuvre.	Mettre en œuvre un plan de mobilisation des parties prenantes avec des consultations régulières, des voies de communication claires et des rôles bien définis pour accroître la compréhension commune et l'engagement.
L'approche intégrative ambitieuse de la stratégie peut se heurter à des difficultés de mise en œuvre en raison des besoins de coordination, de renforcement des capacités et de financement. Des ressources limitées pourraient nuire à sa réussite.	<p>Procéder à des évaluations régulières des progrès dans le cadre des réunions du Comité de gestion des programmes, qui permettront de suivre la mise en œuvre, d'éliminer les blocages et d'effectuer les ajustements nécessaires.</p> <p>Tirer des enseignements des études récentes telles que le rapport de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES 2024, etc.) pour réduire les risques et exploiter les importantes retombées positives que les approches intégrées sont réputées apporter.</p>
Il y a un risque potentiel d'atteinte à la réputation si la stratégie venait à être taxée d'écoblanchiment en raison d'une mise en œuvre inadéquate.	Renforcer la transparence et l'obligation de rendre compte en intégrant des systèmes efficaces de suivi, de notification et de vérification, conformes aux normes internationales, pour suivre les progrès et mettre en évidence des résultats tangibles.
Les financements limités du secteur privé pour les pratiques d'adaptation, qu'il considère comme présentant de faibles rendements, des coûts de transaction élevés et des incertitudes liées aux politiques, pourraient entraver les flux d'investissement.	Tirer parti des instruments de financement mixte pour réduire les risques des investissements du secteur privé et promouvoir des solutions d'adaptation évolutives et rentables pour les petits producteurs.
Un large éventail d'options d'adaptation augmente le risque de mauvaise adaptation, ce qui entraîne des risques d'atteinte à la réputation et de responsabilité pour le FIDA.	Les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA, renforcées en 2021 pour réduire les risques, protègent les projets d'une mauvaise adaptation. L'approche modulaire permet d'adapter les stratégies définies au niveau des COSOP en fonction des contextes et des capacités des pays, et écarte les activités trop ambitieuses ou inappropriées.

Évaluation des approches intégrées par rapport aux approches indépendantes en matière de résilience climatique, d'appauvrissement de la biodiversité et de dégradation de l'environnement

A. Contexte

1. Le manque de résilience climatique, la dégradation de l'environnement et l'appauvrissement de la biodiversité sont des crises interconnectées qui constituent des menaces importantes pour les moyens d'existence ruraux et les ressources naturelles sur lesquelles ceux-ci reposent. Obtenir des résultats équilibrés et équitables dans ces domaines représente un défi complexe²¹. Un traitement de front de ces questions nécessite des capacités techniques importantes et une vision à long terme, tandis qu'un traitement séparé peut déboucher sur des conséquences imprévues et défavorables dans d'autres domaines. Il faut donc considérer ces arbitrages lors de la définition d'un modèle opérationnel d'impact en matière de développement.

B. Efficacité de l'impact

2. Ces menaces pour les systèmes agricoles sont interconnectées et nécessitent d'adopter une approche intégrée de la durabilité. Les activités d'atténuation des émissions de carbone peuvent produire des résultats ciblés, mais l'absence de prise en compte des questions relatives à l'environnement et à la biodiversité peut être dommageable. La monoculture et la conversion de terres pour la production d'énergies renouvelables favorisent le stockage de carbone et les flux financiers issus des crédits d'émission de carbone, et accroissent la résilience économique, mais peuvent dégrader les sols et porter atteinte à la biodiversité.
3. Le rapport de l'évaluation thématique de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) portant sur les liens entre la biodiversité, l'eau, l'alimentation et la santé²² souligne les liens entre la résilience climatique, la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement, et fait valoir qu'une approche intégrée de ces questions génère des retombées positives sur les plans social, économique et écologique. Il recense plus de 150 études de cas qui montrent que les approches intégrées peuvent apporter des avantages pour la biodiversité, les sols, l'eau, la santé et la production agricole. Au Sénégal, par exemple, la lutte contre la pollution de l'eau et les espèces envahissantes a entraîné une réduction de 32% des schistosomiasés chez les enfants ainsi qu'une amélioration de l'accès à l'eau douce, et a généré de nouveaux flux de revenus pour les communautés locales. En traitant ces questions simultanément, on renforce l'efficacité des activités, en tirant parti des synergies, en évitant des arbitrages imprévus et en favorisant la résilience climatique dans les écosystèmes et les communautés. Les retombées positives sont notamment les suivantes:
 - a) **Des services écosystémiques améliorés.** Une approche intégrée préserve et restaure les écosystèmes, et assure la fourniture ininterrompue de services essentiels (eau propre, sols fertiles, pollinisation, etc.). La protection des zones qui présentent une grande biodiversité, par exemple, permet en outre de stocker du carbone pour enrichir les sols et de stabiliser la production locale, et accroît ainsi la productivité agricole et la sécurité alimentaire.

²¹ IPBES et Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. 2021. [Co-Sponsored Workshop on Biodiversity and Climate Change](#).

²² IPBES. 2024. [Thematic Assessment Report on the Interlinkages among Biodiversity, Water, Food and Health](#).

- b) **Accroissement de la résilience climatique.** Les stratégies intégrées renforcent la résilience des écosystèmes et des communautés face aux phénomènes météorologiques extrêmes. Les écosystèmes biodiversifiés, tels que les mangroves et les forêts, sont des protections naturelles contre les phénomènes météorologiques extrêmes, et réduisent les vulnérabilités des populations humaines.
 - c) **Efficience économique et réduction des coûts.** Traiter les problèmes liés à la résilience climatique, à la biodiversité et à l'environnement au moyen d'une stratégie unifiée permet de réduire les coûts en optimisant l'utilisation des ressources et en harmonisant les objectifs. Les systèmes agroforestiers, par exemple, ont des retombées positives (hausse du rendement des cultures, accroissement de la biodiversité et stockage de carbone pour l'accès aux marchés du carbone) qui augmentent le rendement des investissements par rapport à des activités cloisonnées.
 - d) **Appui aux moyens d'existence et sécurité alimentaire.** Une action simultanée sur ces fronts préserve les ressources naturelles dont les communautés rurales dépendent, et permet ainsi d'appuyer des moyens d'existence durables et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Les approches intégrées qui favorisent la gestion durable des terres et les pratiques de conservation autonomisent les petits exploitants agricoles tout en préservant les écosystèmes.
 - e) **Amélioration de la cohérence des politiques et de la gouvernance.** Une approche intégrée harmonise les objectifs des politiques dans les différents secteurs en favorisant la coopération entre les parties prenantes et en réduisant les conflits. Elle permet de concevoir des cadres complets qui s'attaquent aux causes profondes de la dégradation de l'environnement et de l'appauvrissement de la biodiversité tout en atténuant les conséquences préjudiciables des phénomènes météorologiques extrêmes.
4. Les approches cloisonnées, qui ne tiennent pas compte de la manière dont les phénomènes météorologiques extrêmes, l'appauvrissement de la biodiversité et la dégradation de l'environnement s'alimentent et s'aggravent mutuellement, peuvent déboucher sur une sous-estimation des risques cumulatifs en jeu. De récentes recherches menées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement montrent que les approches intégrées de préservation de la biodiversité et de stockage de carbone apportent 95% des avantages en matière de biodiversité et près de 80% du stockage de carbone pouvant être obtenus par des investissements séparés²³. L'une des principales retombées positives de l'accroissement du carbone du sol et de la conservation de la biodiversité est la réduction de la dégradation des terres. Ces constatations indiquent qu'à la différence des approches indépendantes, les approches intégrées accroissent l'efficacité de l'impact et limitent les répercussions négatives.

C. Durabilité à long terme et rapport coût-efficacité

- 5. Au cours des dix dernières années, les scientifiques se sont accordés à dire qu'il importait de traiter les problèmes complexes au moyen d'approches globales, menées à l'échelle des systèmes²⁴. Les systèmes agricoles sont protéiformes, et exposés à ces menaces qui interagissent sur eux de différentes manières.
- 6. En remédiant à ces menaces individuellement, on peut mettre en place des activités ciblées, d'un bon rapport coût/efficacité, qui permettent de réduire les coûts initiaux et de s'harmoniser avec les politiques sectorielles. Cette approche offre des progrès rapides au regard des objectifs définis dans les politiques nationales.

²³ De Lamo, Xavier, *et al.* 2020. [Strengthening synergies: How action to achieve post-2020 global biodiversity conservation targets can contribute to mitigating climate change.](#)

²⁴ Liu, Jianguo, *et al.* 2015. Systems integration for global sustainability. *Science*, vol. 347, n° 6225.

7. Cela étant, ces activités ciblées passent à côté des retombées positives et des synergies qui renforcent la durabilité au niveau des systèmes. Elles peuvent en outre entraîner une fragmentation des activités de développement et multiplier les efforts redondants²⁵. Il en résulte une augmentation des dépenses consacrées au développement et un possible renforcement des divergences dans l'espace politique, qui peuvent freiner l'obtention de changements porteurs de transformations.
8. Les approches intégrées, en revanche, relient les sphères politiques et tirent parti des retombées positives pour maximiser l'impact dans les différents systèmes. La multiplication des retombées positives peut apporter aux systèmes ruraux des avantages sur le plan des coûts et des gains économiques à long terme d'une importance considérable²⁶. Les pratiques agricoles régénératrices, par exemple, ont des retombées positives dans ces domaines, à savoir une diminution des dépenses de développement et une augmentation de la rentabilité de la production au niveau des exploitations. Elles offrent ainsi des perspectives économiques et une durabilité à long terme aux populations rurales. En Afrique, on estime que, d'ici à 2040, les approches régénératrices apporteront une valeur ajoutée brute de 70 milliards d'USD, soit environ un cinquième du produit intérieur brut de l'Afrique subsaharienne, et une augmentation des rendements comprise entre 68% et 300% au niveau des exploitations²⁷.
9. La complexité inhérente à la mise en place d'approches intégrées peut augmenter les coûts initiaux, mais les retombées positives permettent de renforcer les synergies et la collaboration intersectorielle, de réduire la fragmentation et d'ouvrir des possibilités d'innover et de porter l'impact à une plus grande échelle^{28, 29}. À long terme, les approches intégrées rationalisent les activités de développement, réduisent les coûts, accroissent la cohérence des politiques et favorisent par leurs retombées positives une durabilité à l'échelle des systèmes.

²⁵ Smith, Risa, *et al.* 2019. [Ensuring Co-benefits for Biodiversity, Climate Change and Sustainable Development](#).

²⁶ Agliardi, Elettra, Rossella Agliardi et Willem Spanjers. The economic value of biodiversity preservation. [Environmental and Resource Economics](#), vol. 87, p. 1593-1610.

²⁷ Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). 2021. [Regenerative Agriculture: An opportunity for businesses and society to restore degraded land in Africa](#).

²⁸ Schmidt-Traub, Guido, *et al.* 2021. Integrating climate, biodiversity, and sustainable land-use strategies: innovations from China. [National Science Review](#), vol. 8, n° 7.

²⁹ Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. 2020. [Community-driven development in IFAD-supported projects: Evaluation synthesis](#).

Proposition d'un indicateur d'impact écologique de haut niveau

A. Contexte

1. Conformément au Cadre du FIDA relatif à l'efficacité en matière de développement³⁰, le FIDA mène des évaluations de l'impact sur un échantillon représentant au moins 15% des projets du portefeuille au cours de chaque cycle de reconstitution des ressources (période de trois ans). Pour chaque évaluation, les résultats des personnes ayant participé au projet appuyé sont comparés à ceux des personnes n'y ayant pas participé. Les effets globaux sur les revenus, la productivité, l'accès aux marchés, la résilience et la nutrition sont enregistrés pour les projets clôturés, ce qui permet au FIDA d'évaluer les résultats au niveau de l'institution. Durant la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), il a été demandé au Fonds d'étudier la possibilité d'élaborer un indicateur d'impact écologique de haut niveau.

B. Pertinence

2. Le FIDA œuvre à une transformation rurale durable au moyen d'investissements résilients, respectueux de l'environnement et propices à la biodiversité. Un indicateur d'impact écologique contribuera à l'amélioration des stratégies et des investissements du Fonds en permettant à celui-ci:
 - a) de suivre les changements et de constituer une base d'éléments factuels sur l'impact de ses activités sur les conditions écologiques au fil du temps;
 - b) de mettre en avant son engagement en faveur de la durabilité en fournissant des éléments factuels transparents et mesurables sur son impact écologique, ce qui renforcera sa crédibilité auprès de ses partenaires;
 - c) d'étayer la conception et l'exécution de projets d'investissement visant à améliorer les conditions écologiques, lesquelles sont essentielles pour les moyens d'existence et la résilience des populations rurales;
 - d) de s'harmoniser sur les cadres mondiaux, comme les objectifs de développement durable, en mesurant les contributions aux cibles relatives à l'environnement et à la biodiversité;
 - e) de déterminer les pratiques efficaces et les recommandations d'amélioration pour affiner en continu ses approches et favoriser des innovations transposables à plus grande échelle.

C. Méthode

3. L'indicateur d'impact écologique sera élaboré au cours de FIDA13 conformément:
 - a) à l'approche commune des banques multilatérales de développement pour la mesure des résultats en matière de résilience³¹;
 - b) au rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition sur les 13 principes de l'agroécologie³²;

³⁰ FIDA. 2016. [Cadre du FIDA relatif à l'efficacité en matière de développement](#).

³¹ Banque mondiale. 2024. [Common Approach To Measuring Climate Results](#).

³² Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. 2019. [Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition](#).

- c) au supplément de la Société financière internationale (SFI) sur les éléments de mesure des financements en faveur de la biodiversité aux fins de l'établissement de rapports d'impact³³;
 - d) au cadre de suivi du Cadre mondial de la biodiversité, qui mesure les progrès au regard des 4 objectifs et des 23 cibles du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020³⁴.
4. L'indicateur sera expérimenté sur une seule dimension écologique, la santé des sols³⁵, pour mettre en place une approche pratique ciblée durant la phase initiale. Le critère de la santé des sols a été sélectionné en raison de son importance essentielle pour la productivité agricole, la biodiversité et la résilience des écosystèmes. L'indicateur sera élaboré à partir d'une collecte et d'une analyse systématiques de données, au moyen d'enquêtes, de technologies de télédétection, de données nationales et de questionnaires structurés, en tenant compte des contraintes de coût et de temps. Des technologies telles que le GPS renforceront la télédétection et l'analyse des images satellite.
5. Les grands principes à observer pour l'élaboration de l'indicateur d'impact écologique sont les suivants:
- a) utiliser les données disponibles au niveau des exploitations, des ménages, des écosystèmes et des paysages, idéalement en les harmonisant avec les indicateurs de base du FIDA;
 - b) intégrer la collecte des données dans les évaluations de l'impact existantes par souci de simplicité et de faisabilité;
 - c) concevoir l'indicateur en veillant au rapport coût/efficacité et à l'efficience;
 - d) concevoir l'indicateur de manière à le rendre comparable entre les zones géographiques et les écosystèmes;
 - e) veiller à ce que l'indicateur tienne compte des activités des projets du FIDA;
 - f) concevoir un indicateur suffisamment simple, qui puisse être compris et interprété par les parties prenantes;
 - g) assurer la cohérence avec des normes mondiales telles que les objectifs de développement durable et les objectifs en matière de biodiversité.

D. Approche et calendrier

6. L'indicateur d'impact écologique sera élaboré au cours de FIDA13. Il sera expérimenté dans certaines évaluations de l'impact durant FIDA13 (entre 2025 et 2027). Durant la phase d'essai, plusieurs avant-projets de l'indicateur seront élaborés par un groupe de base d'experts du FIDA dirigé par le Bureau de l'efficacité du développement, et seront examinés par un groupe élargi composé de membres du personnel du Fonds et, le cas échéant, d'experts externes. Le plus prometteur des indicateurs sera ensuite expérimenté dans un petit nombre de projets spécifiques du FIDA, puis amélioré en fonction des résultats de l'essai.
7. La disponibilité de données sera assurée dès le départ pour étayer une approche pratique et d'un bon rapport coût/efficacité. Le FIDA fera appel à la télédétection, à des enquêtes ciblées et à des questionnaires à l'intention des ménages, et s'attachera à élaborer un indicateur évolutif pertinent pour le Fonds et pour d'autres institutions financières internationales.
8. L'indicateur sera ensuite achevé, fera l'objet d'une évaluation systématique ainsi que d'une communication d'informations à partir des évaluations de l'impact de FIDA14 (2028, en vue de l'établissement de rapports en 2030). Les ressources

³³ SFI. 2024. [Biodiversity Finance Metrics for Impact Reporting](#).

³⁴ Convention sur la diversité biologique. 2023. [Monitoring Framework for the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework](#).

³⁵ Choix indicatif qui fera l'objet d'une analyse et de débats techniques supplémentaires, conformément aux bonnes pratiques.

nécessaires pour la collecte et la communication de données figureront dans la proposition.

Pertinence pour les activités du FIDA de la résilience face aux changements climatiques, à la dégradation de l'environnement et à l'appauvrissement de la biodiversité

1. Le FIDA renforce la résilience des communautés rurales (son groupe cible) menacées par les phénomènes météorologiques, la dégradation de l'environnement et l'appauvrissement de la biodiversité en traitant ces thématiques simultanément. Le tableau ci-après montre la pertinence de ces défis pour le domaine et secteur cible du FIDA.

Défis/menaces	Pertinence et incidence sur le développement rural et le secteur de la petite agriculture
<p>Phénomènes météorologiques</p> <p>Les systèmes agricoles sont fortement dépendants du climat. Les conditions météorologiques présentent une variabilité de plus en plus marquée à l'échelle mondiale, qui décale les saisons de végétation et accroît l'incidence des inondations et des épisodes de sécheresse agricole.</p>	<p>Les personnes et les communautés vivant dans les zones rurales des pays du Sud sont exposées à des catastrophes liées aux conditions météorologiques, mais reçoivent un soutien limité³⁶. Leurs moyens d'existence reposent largement sur des secteurs qui dépendent des conditions météorologiques, tels que l'agriculture et l'extraction de ressources naturelles de plus en plus dégradées. Du fait de leur niveau de vie peu élevé et de leur faible capacité d'adaptation, ces populations sont peu susceptibles de s'adapter aux défis³⁷, notamment si les dispositions institutionnelles en place ne leur apportent pas un soutien suffisant³⁸. Ces zones présentent souvent des niveaux importants de fragilité, d'instabilité socioéconomique et de troubles politiques³⁹.</p> <p>Épuisement des moyens d'existence ruraux. Les phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations) perturbent la production, et entraînent des pénuries alimentaires et une instabilité des prix qui ont une incidence directe sur les moyens d'existence et les économies en milieu rural.</p> <p>Instabilité des ménages. Les chocs liés au climat, à la situation économique ou aux marchés entraînent une hausse des coûts au niveau des exploitations qui aggrave la pauvreté et réduit les revenus nets. Les réserves financières constituées par les ménages pour faire face en cas de besoin (aux fluctuations des marchés, par exemple) s'en trouvent diminuées. Les ménages sont ainsi moins susceptibles d'absorber les effets des chocs économiques ou physiques.</p> <p>Déplacement de populations rurales. Migration forcée des agriculteurs vers les villes du fait de la dégradation des terres liée aux conditions météorologiques⁴⁰.</p> <p>Pressions macroéconomiques. La variabilité des conditions météorologiques est une source majeure d'inflation. Les prix alimentaires ont augmenté de 0,5 à 1,2 point de pourcentage à l'échelle mondiale en 2022⁴¹ du fait des perturbations de la production liées aux sécheresses et aux inondations. Malgré des variations régionales importantes, les projections indiquent que cette menace physique pourrait réduire le rendement des cultures de 25% d'ici à la fin du siècle⁴². D'ici à 2035 (dans juste dix ans), elle pourrait contribuer à une</p>

³⁶ Nguyen, Trung Thanh, *et al.* 2023. Security risks from climate change and environmental degradation: implications for sustainable land use transformation in the Global South. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, vol. 63.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Nguyen, Thanh-Tung, *et al.* 2022. Shocks, agricultural productivity, and natural resource extraction in rural Southeast Asia. *World Development*, vol. 159.

³⁹ Voir la note 31.

⁴⁰ Hermans, Kathleen et Robert McLeman. 2021. Climate change, drought, land degradation and migration: exploring the linkages. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, vol. 50, p. 236-244.

⁴¹ Kotz, Maximilian, *et al.* 2024. Global warming and heat extremes to enhance inflationary pressures. *Communications Earth and Environment*, vol. 5, n° 1.

⁴² Liu, Jianguo, *et al.* 2015. Systems integration for global sustainability. *Science*, vol. 347, n° 6225.

	<p>augmentation de 50% des prix des denrées alimentaires, toutes catégories confondues⁴³.</p> <p>Dans des régions telles que l'Afrique subsaharienne, où la nourriture représente jusqu'à 40% des dépenses des ménages, ces flambées des prix pourraient avoir des conséquences disproportionnées sur les ménages les plus pauvres⁴⁴. Les phénomènes météorologiques pèsent aussi sur les finances publiques, les dommages qu'ils entraînent creusant la dette de certains pays vulnérables d'un montant pouvant aller jusqu'à 10% du produit intérieur brut⁴⁵. Parallèlement, les déplacements (plus de 20 millions de réfugiés chaque année) accroissent la pression sur les infrastructures urbaines et les services sociaux, et déstabilisent encore un peu plus les économies⁴⁶.</p>
<p>Dégradation de l'environnement</p> <p>Plus d'un quart de la superficie terrestre non recouverte de glace est déjà notablement dégradé; au moins 1,3 milliard de personnes, principalement dans les pays du Sud, en subissent les conséquences⁴⁷. À l'échelle mondiale, on constate que les ressources naturelles (terres, forêts et eaux) sont de plus en plus dégradées ou épuisées⁴⁸.</p>	<p>Perte de terres productives subie par les petits producteurs. L'érosion des sols, la déforestation et la désertification réduisent la productivité des terres et augmentent la vulnérabilité face à la variabilité du climat⁴⁹.</p> <p>Diminution des rendements. La réduction de l'accès à des terres fertiles limite la production agricole et les moyens d'existence.</p> <p>Épuisement des ressources naturelles. La surexploitation des ressources naturelles nuit à la durabilité à long terme du fait de la réduction des ressources disponibles, qui remet en question les méthodes et pratiques actuelles. Cette situation accroît la pression sur les économies rurales, limite leur compétitivité et freine la croissance économique dans les régions qui dépendent de l'agriculture.</p> <p>Hausse des coûts de production. Les petits exploitants agricoles peuvent être amenés à investir davantage dans les intrants (engrais, eau) du fait de la dégradation des ressources, ce qui réduit les marges bénéficiaires.</p> <p>Incidences sanitaires. L'exposition à une eau et un air pollués peut nuire à la santé des communautés rurales.</p>
<p>Perte de biodiversité</p> <p>On assiste à une crise de la biodiversité, largement liée à l'agriculture – les taux d'extinction d'espèces sont plus élevés qu'au cours des 10 derniers millions d'années –, et 86% des espèces à risque sont menacées⁵⁰. Par ailleurs, 33% des sols sont fortement dégradés; d'ici à 2050, cette proportion pourrait passer à 90% si la déforestation et les cultures intensives ne sont pas contrôlées⁵¹.</p>	<p>Réduction des rendements. La diminution de la pollinisation, la baisse de la fertilité des sols et la multiplication des invasions de ravageurs réduisent la productivité de l'agriculture. Cette baisse de la productivité peut avoir une incidence préjudiciable sur les revenus au niveau des exploitations et sur les moyens d'existence, et menacer la sécurité alimentaire.</p> <p>Gestion des ressources naturelles. Les écosystèmes biodiversifiés étayent les communautés rurales en régulant l'agriculture et les sources d'eau. La disparition de pollinisateurs, d'organismes du sol et de moyens de lutte naturels contre les ravageurs nuit à la productivité et à la sécurité de l'approvisionnement en eau.</p> <p>Vulnérabilité économique liée à l'appauvrissement de la biodiversité. Le déclin des services écosystémiques peut entraîner une augmentation des coûts des intrants et une diminution des rendements, menacer les revenus agricoles, et déboucher sur une hausse des prix des produits alimentaires et mettre en danger les économies rurales dépendant de la biodiversité.</p> <p>Savoirs autochtones et traditionnels. Ces savoirs sont vitaux pour mettre au point des solutions climatiques efficaces et peu onéreuses. Leur érosion réduit les possibilités de procurer des moyens d'existence.</p>

⁴³ Smith, Risa, *et al.* 2019. [Ensuring Co-benefits for Biodiversity, Climate Change and Sustainable Development](#).

⁴⁴ Indice FAO des prix des produits alimentaires, octobre 2024.

⁴⁵ Maldonado, Franco et Kevin P. Gallagher. 2022. [Climate Change and IMF Debt Sustainability Analysis](#).

⁴⁶ Forum économique mondial. 2019. [The cost of the climate crisis? 20 million homeless every year](#).

⁴⁷ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. 2019. [Changement climatique et terres émergées: Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres](#).

⁴⁸ Feng, Yu, *et al.* 2022. Doubling of annual forest carbon loss over the tropics during the early twenty-first century. [Nature Sustainability](#), vol. 5, p. 444-451.

⁴⁹ Hermans, Kathleen et Robert McLeman. 2021. Climate change, drought, land degradation and migration: exploring the linkages. [Current Opinion in Environmental Sustainability](#), vol. 50, p. 236-244.

⁵⁰ Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2021. [Our global food system is the primary driver of biodiversity loss](#).

⁵¹ FAO et Groupe technique intergouvernemental sur les sols. 2015. [Status of the World's Soil Resources \(SWSR\) – Main Report](#).

	Détérioration de la nutrition. Réduction de la diversité alimentaire liée à la perte de produits précieux issus de l'agriculture locale ou de la faune et de la flore sauvages.
--	--

Plan d'action pour 2025-2027

<i>Domaine d'action</i>	<i>Activités et produits principaux</i>	<i>Calendrier (2025-2027)</i>
Directives	Élaborer des directives pour intégrer la résilience climatique, la gestion de l'environnement et les pratiques propices à la biodiversité dans le cycle des projets	Quatrième trimestre 2025
Renforcement des capacités en matière de financement de l'adaptation	Phase 1: avant-projet de programme de renforcement des capacités axé sur l'analyse économique du financement de l'adaptation	Deuxième trimestre 2025
	Phase 2: élaboration d'un guide pratique/d'une boîte à outils sur les dossiers de décision aux fins du financement et de l'intégration de l'adaptation	Troisième trimestre 2025
	Phase 3: fourniture de modules de formation aux directeurs de pays, équipes de conception des projets et spécialistes techniques	Premier trimestre 2026 – premier trimestre 2027
Élaboration d'un indicateur d'impact écologique	Concevoir et expérimenter un indicateur agroécologique de haut niveau (axé sur la santé des sols), conforme aux cadres mondiaux (Cadre mondial de la biodiversité, objectifs de développement durable, etc.)	Avant-projet: troisième trimestre 2025 Phase pilote: 2026-2027 Achèvement pour FIDA14: quatrième trimestre 2027
Élaboration de directives opérationnelles sur les contributions additionnelles pour le climat	Élaborer et présenter sous leur forme définitive les directives de déploiement des contributions additionnelles pour le climat dans le cadre de FIDA13	Deuxième trimestre 2025
Appui à la conception des projets	Continuer à apporter un appui technique à la demande aux équipes de conception des projets pour l'ajout d'approches intégrées (résilience climatique, biodiversité, gestion des risques climatiques) dans la conception des projets	En cours (2025-2027)
Suivi du financement de l'action climatique et communication de données	Continuer à appuyer le calcul des contributions au financement de l'action climatique, et suivre et communiquer les progrès au regard des engagements pris au titre de FIDA13 (objectif de financement de l'action climatique de 45%)	En cours (2025-2027)